



Reforme de la Fiscalité Environnementale

**Une formation axée sur la pratique pour les
décideurs? Responsables de l'administration,
des conseillers et des représentants des ONG**



Reforme de la Fiscalité Environnementale

Concepts et definition



RTE definition

Reforme de la Taxe Environnementale (RTE) peut être définie comme une réforme d'un système fiscal national qui peut inclure une taxation accrue des produits / activités préjudiciables à l'environnement, et / ou de l'utilisation des ressources naturelles. Cela est parfois combiné avec une réduction de la charge fiscale sur les «biens» économiques tels que le travail, l'investissement et / ou de consommation durable. En conséquence, la charge fiscale est décalé vers les « mauvaises » économies et loin des bonnes économies. Incitatifs importants sont prévus pour orienter progressivement l'économie vers une consommation & une production plus durable et vers la croissance verte.



RFE definition

Reforme de la fiscalite environnementale (RFE)
comprend RTE mais peut être caractérisée comme une
approche plus large, qui met l'accent non seulement sur la
réforme / écologisation du système fiscal, mais aussi sur la
réforme des dépenses publiques de l'environnement et / ou la
réforme des subventions à motivation économique, qui
s'opposent aux politiques environnementales. D'autres façons
de politiques budgétaires écologisation peuvent être aussi
inclus dans les stratégies de RFE

Source: Adapte de l'Agence Environnementale Europeene



Rationnel et justification d'une RFE (1/2)

- La plupart des biens environnementaux sont des biens publics qui ont une valeur évidente, mais ne sont pas échangés sur les marchés (par exemple, l'air pur, l'eau propre, des ressources de la pêche, écosystèmes, etc), et donc aucun prix n'émerge pour signaler la rareté. RFE attribue ce prix pour refléter la rareté.
- Les activités économiques génèrent la pollution et les déchets qui entraîne des coûts pour les autres - «externalités» (par exemple, l'augmentation des coûts de santé dus à la pollution de l'air liée aux maladies respiratoires). RTE / RFE aide «internaliser» ces coûts «externes».



Rationnel et justification d'une RFE (1/2)

- En fournissant des signaux de prix appropriés, la RFE encourage une allocation et une utilisation des ressources naturelles plus efficace.
- La RFE permet une mise en œuvre plus efficace des coûts de la politique environnementale.
- Si bien conçue, la RFE peut générer de la valeur économique ajoutée significative et déclencher la création de nouveaux emplois en facilitant la croissance verte.



Instruments de politique RFE (1/3)

- Changement de l'impôt: imposition «des mauvais» plutôt que «des biens»
- Taxes et redevances environnementales, prélevés par exemple sur les émissions atmosphériques (CO₂, SO₂, etc), des affluents d'eau / polluants, du captage de l'eau, les sources d'énergie, les transports (taxes sur la circulation et à l'immatriculation / import / émission, la taille du moteur, etc) , décharge et / ou incinération, les ressources naturelles (matières premières, minéraux, etc), les déchets nocifs pour l'environnement (emballage, l'électronique, les pneus, les pesticides, les piles, les produits chimiques utilisés), etc;
- Autres instruments fiscaux tels que la différenciation des droits d'importation, la différenciation des taux de TVA, l'amortissement accéléré, etc;
- Les échanges d'émissions qui peuvent faire en sorte que l'objectif d'émission global donné est atteint par la répartition et échange de quotas d'émission;



Instruments de politique RFE (2/3)

- Subventions vertes, telles que les subventions, prêts bonifiés, de bonifications d'intérêt, garanties de prêts, fonds propres, etc pour les investissements qui catalyse / permet la mise en œuvre des politiques de croissance verte et de l'environnement ou pour catalyser / permettant l'adoption ou l'intégration des technologies de l'environnement;
- Réforme des subventions préjudiciables à l'environnement, par exemple subventions qui ont été introduites à d'autres fins que la politique environnementale, mais efficaces pour empêcher des politique environnementales ou des pratiques environnementales malsaines;
- Les marchés publics écologiques qui catalysent l'intégration de technologies respectueuses de l'environnement et favorisent l'industrie de l'environnement par la mise en œuvre des critères de durabilité dans les décisions d'achat;





Instruments de politique RFE (3/3)

- Les mesures visant à «verdir» les processus de budgétisation publique, sur un an ou ou plus, par exemple, par la mise en œuvre systématique des critères de durabilité dans la formulation et l'exécution du budget;
- Les mesures visant à écologiser la finance commerciale (par exemple, les produits financiers verts et les services offerts par les banques commerciales, les assurances et les sociétés de crédit-bail);
- Les mesures visant à écologiser les IDE, l'écologisation de l'APD, l'écologisation des partenariats public-privé, des accords volontaires public-privé verts, etc peuvent également être inclus dans EFR solutions / packages



Contact

Projet Secteur :

Rioplus – Politique Environnementale et de Developpement
Durable

Unit 47 Environment and Climate Change

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
(GIZ) GmbH

Godesberger Allee 119, 53175 Bonn, Germany

T +49 228 24934-271

E rioplus@giz.de

I www.giz.de/rioplus